



L'armoire de fer de Louis XVI, mythe ou réalité 2/2

1 - François Gamain

Il ne faut pas nier l'existence d'une cachette à l'endroit même où François Gamain a conduit Jean-Marie Roland de la Platrière, alors Ministre de l'intérieur.

Car, qui, d'après l'Histoire (avec un grand H), aurait pu connaître son existence, seulement 4 personnes :

- Duret, qui aurait construit avec le Roi la cachette, en mai 1791, et dont personne n'entend plus parler depuis que le Roi fut conduit au Temple, après le 10 août 1792,
- François Gamain, le serrurier,
- Roland de la Platrière, dont on sait qu'il détestait le Roi, ce dernier l'ayant évincé de son gouvernement le 13 juin 1792 pour incompétence,
- Le Roi, mais qui ne se souvient pas de sa construction.

On comprend également parfaitement que pour une cachette, on ne va en crier l'existence à tout le monde.

Mais certains éléments donnent matière à réflexion : n'y a-t-il jamais eu d'autres cachettes dans d'aussi épais murs depuis Louis XIV.

Cette immense armoire « armoire de fer » ne pourrait-elle pas être une utopie, car les documents ramassés (???) par Roland et portés à la Convention ont été contenus dans une seule serviette (sa première déclaration) alors qu'il déclarait par la suite être venu à la Convention avec plusieurs cartons.

En ce 20 novembre 1792, Roland déposa sur le bureau de la Convention les papiers découverts (du moins ce qu'il en reste) et déclara, sans nommer Gamain, que ces papiers étaient dans un lieu tellement particulier, tellement secret, que si la seule personne de Paris qui en avait connaissance ne l'eût indiqué, il eût été impossible de les découvrir. Ils étaient, dit-il, derrière un panneau de lambris, dans un trou pratiqué dans le mur, et fermé par une porte de fer.

Puis il ajoute : « C'est l'ouvrier qui l'avait faite qui m'en a fait la déclaration. »

L'histoire de François Gamain

Le 1er décembre, François Gamain confirma sa révélation par la déclaration suivante qui resta longtemps inédite peut-être parce qu'elle s'est trouvée mêlée aux papiers de Roland, qui furent déposés à la Bibliothèque Nationale.

En voici le texte, dont l'orthographe est respectée (au secours Bernard Pivot !!!) :

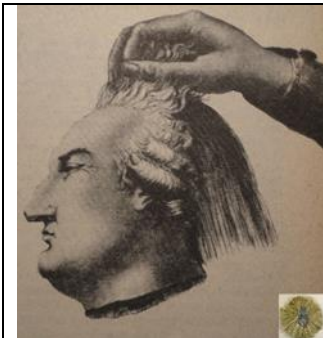
« Je soussigné, François Gamain, serrurier et notable de la maison commune de la ville de Versailles, déclare que dans le courant d'avril de la dit année j'ai été chargé, avec mystère, par Louis Seize de pratiquer une ouverture dans l'épaisseur du mure, de face, des Thuilleries qui regarde le couchant, au passage de la chambre à coucher, que j'ai été chargé en outre de recouvrir cette ouverture par une porte de toile de fer forte fermé, avec une serrure de sûreté, que je n'ai jamais su pour quel usage cette ouverture a été pratiquée, mais que simplement que cette ouverture pouvait contenir des pièces importantes au salut de la République.

« J'ai cru, devoir, en décharger ma conscience et en faire la révélation au citoyen Heurtier, mon supérieur, dont je me flatte d'avoir la confiance à tous égards.

Je déclare donc que le dix-huit novembre dernier j'ai déposé mon ségré dans le sein du citoyen heurtier, que j'ai ensuite été appelé à Paris par lui, de la part du Ministre, de l'intérieure ou m'étant transporté le vingt dumaime mois, j'ai accompagné le ministre aux thuilleries pour lui indiquer l'ouverture en question.

Je déclare en outre que le meime jour j'ai ouvert par ordre du Ministre la porte qu'il recouvrait la ditte cachette dans laquelle le Ministre a trouvé des papiers qu'il a fait emparqueté, en présent du citoyen heurtier et de moy, pour être le tous transporté à la Convention nationale par des personnes qu'il a fait appelée à cet effet.

« Fait à Paris ce premier décembre 1792, premier de la République française. »
François GAMAIN



On peut affirmer que, d'un mot dit à Roland, cet homme, ce jour-là, donna au bourreau la tête de Louis XVI.

Il s'appelait François Gamain et son histoire est lamentable : c'est, dans un cœur de fange, une lutte ignominieuse entre la lâcheté et la peur.

Gamain était serrurier à Versailles ; son père et son grand-père avaient été attachés aux services du château.

Lui-même, avant la Révolution, s'y rendait chaque jour ; le roi l'avait pris en très grande affection et s'essayait, sous sa direction, à fabriquer des serrures dans un petit atelier encore existant sous les combles de la cour de marbre à Versailles.

Pourtant, la Reine ayant appris que Gamain était devenu jacobin et haïssait la royauté sinon le roi, le mit en garde contre lui.

Lorsque, plus tard, interné aux Tuileries et méditant de fuir, Louis XVI voulu déposer en lieu sûr ses papiers les plus importants, c'est à ce « fidèle » Gamain qu'il se confia : il lui dépêcha, à Versailles, son valet de chambre Duret qui introduisit le serrurier aux Tuileries par les cuisines.

Le trou était creusé dans la muraille : en trois nuits, le roi l'aurait pratiqué lui-même, tandis que Duret recueillait les gravois qu'il portait à la Seine, en faisant 6 voyages.

Restait à clore cette cavité d'une porte de fer que Louis XVI avait forgée dans son petit atelier près de sa bibliothèque, au rez-de-chaussée du château des Tuileries.

Gamain passa tout un jour (c'était le 22 mai 1791), le témoignage de Duret est formel sur ce point, à établir les gonds et la gâche dans la maçonnerie.

Comme le couloir où l'on travaillait était obscur, le roi tenait une bougie, Duret présentait les outils.

Quand les papiers furent placés et l'armoire close, on en mit la clef dans une cassette scellée sous une dalle à l'extrémité du couloir....

« Pourtant, sur les instances conseils de la Reine, le roi consentit à retirer de l'armoire, les pièces les plus compromettantes, surtout celles qui avaient trait aux subsides accordés à Mirabeau.

Madame Campan (femme de chambre de la Reine) assista à cette opération et reçut du roi en dépôt, comme elle le raconte, un grand nombre de pièces. »

Le serrurier Gamain rentra tard dans la nuit à Versailles et, tout aussitôt, la peur le prit ; un mois plus tard, quand il apprit la fuite de la famille royale, ses transes augmentèrent : si quelque hasard décelait la cachette ? Si Duret allait parler ? Si d'autres connaissaient le secret du roi ? Gamain ne vivait pas.

Au 10 août 1792, sachant le château au pouvoir du peuple, la frayeur lui *« tourna le sang »*, il ne mangeait plus, cessa tout travail ; il s'informait, avec angoisse, des recherches faites aux Tuileries, demandant si *« l'on démolirait le château »*.

On cote que, dix fois, il vint à Paris, décidé *« à tout dire »* et s'en retourna sans avoir vu personne.

Quand il sut qu'on se préparait à juger le roi, il songea d'abord à fuir, mais il n'avait pas d'argent ; comment vivre hors de France ? C'est alors qu'il se résolut à parler...

Quand il revint chez lui, sa confession terminée, il avait, sinon la conscience en repos, du moins l'esprit rassuré : il fit *« éclater son zèle patriotique »* ; on le nomma l'un des commissaires chargé de faire disparaître de tous les monuments de la commune les peintures, sculptures et inscriptions pouvant retracer la royauté et le despotisme, ce qui, à Versailles, n'était pas, on peut le dire, une sinécure.

Avec le procès du roi, sa faveur grandit : en janvier 1793, il fut promu officier municipal : c'est l'époque où on le rencontrait, par les avenues, toujours bilieux et sombre, son maigre corps ceint d'une large écharpe aux trois couleurs.

Le pauvre homme, mourant de peur, se rendait chaque jour de ses anciens ateliers du boulevard de la Liberté (du Roi) à la municipalité ; en le voyant passer, cocarde au bonnet, gourdin en main, peut-être y avait-il des gens que son aspect terrifiait. En septembre, le corps municipal de Versailles, *« taxé de modérantisme »*, est dissous : voilà Gamain classé parmi les suspects, en sa qualité de fonctionnaire révoqué ; le simple caprice d'un mouchard peut l'envoyer à l'échafaud et, de ce jour-là, sa vie devient un effroyable cauchemar.

Dans ce drame stupéfiant de la Révolution, où tout ce dont l'âme humaine est capable : héroïsme, abjection, folie ou crime, fut porté à l'apogée, la peur, elle aussi, eut son rôle : elle n'occupe pas grande place dans les récits. *« Une femme qui crie, disait-on, fait plus de bruits que vingt mille hommes qui se taisent »*, et comme, précisément, l'histoire n'enregistre que le bruit, elle a dédaigné le silence, tragique pourtant, de l'immense troupeau des trembleurs dont on ne connaîtra jamais l'incommensurable lâcheté.

C'est pourquoi le cas de Gamain est précieux : c'est l'épopée de l'effroi ; l'idée de la prison, du tribunal, de la charrette, de l'échafaud, le hante, le terrifie, l'hallucine : il était de ceux qui vivaient sans dormir, guettant le moindre bruit de la rue, écoutant les pas dans l'escalier, supputant, sans répit, le danger : *« n'a-t-il point parlé trop tard ? - Ne va-t-on pas lui reprocher l'amitié que Louis XVI lui a montrée ? - Si on l'accusait d'avoir tardé à dénoncer le roi, quelle excuse ferait-il valoir ? »*

Le voilà bâtissant un roman, odieux et inepte : d'abord, il rapporte au 20 mai 1792 la fabrication de l'armoire de fer, antérieure, comme on sait, de toute une année. Puis il imagine que, ce jour-là,

« le travail fini, comme il avait très chaud », Capet lui servit, de sa main royale, « un grand verre de vin, l'engageant à le vider jusqu'à la dernière goutte ».

Gamain obéit, remercie, salue, quitte les Tuileries ; à peine est-il en route qu'il est pris *« d'atroces douleurs d'entrailles »*.

Il se traîne pourtant jusqu'à Versailles et, dans la nuit, il est à la mort.

Louis XVI l'a empoisonné pour s'assurer de sa discrétion ! Le poison était de première qualité ; malgré des soins énergiques, Gamain

« resta perclus de tous ses membres pendant plus de cinq mois ; il ne put quitter son lit de douleur ; dès qu'il eut repris l'usage de ses sens, son premier soin fut de courir chez Roland et de lui révéler la besogne à laquelle le roi l'avait employé. »

Telle était la fable inventée par Gamain.

Elle avait deux avantages : outre qu'elle justifiait l'époque tardive de la dénonciation, elle donnait à la trahison la couleur d'une rancune assez explicable : Capet empoisonne Gamain ; celui-ci envoie le roi à l'échafaud ; on est quitte.

Il faudrait n'avoir aucune idée de la crédulité des temps de révolution pour douter du succès de cette imposture : le conventionnel Peyssard, ancien garde du corps, assisté de l'ex-curé Musset, portèrent (en mai 1794) à la tribune de la Convention, le roman de Gamain : on pense bien que la mémoire de Louis XVI fut traitée, ce jour-là, comme elle le méritait.

« ce monstre dont le nom renferme tous les forfaits, qui rappelle un prodige de scélératesse et de perfidie... » - fut dépeint à l'Assemblée, stupide d'étonnement, "présentant de sang-froid un verre de vin empoisonné à un père de famille qu'il assassine de la sorte avec un air d'intérêt et de bienveillance.

« Etres affreux, conclut l'orateur, qui récompensez ainsi ceux qui vous servent, quel cas faites-vous du reste des hommes ? »

La chose se termina par le vote d'un décret dont voici la teneur :

« François Gamain, empoisonné par Louis Capet, le 22 mai 1792, vieux style, jouira d'une pension annuelle et viagère de la somme de 1200 livres, à compter du jour de l'empoisonnement. »

Depuis, l'anecdote a fait son chemin : tous les vingt-cinq ans, on la voit reparaitre, ornée de quelque nouvel agrément. Le bibliophile Jacob, dans un opuscule courageusement intitulé : *« Evocation d'un fait ténébreux de la Révolution française »*, l'a jadis engraisée de tous les sucs de son imagination.

On trouve, dans son récit, le riche Anglais mystérieux qui ramasse Gamain, tordu de coliques, sur la route de Paris à Versailles ; le chien trépassant en deux heures pour avoir mangé le reste de la brioche empoisonnée qu'a offerte à l'ouvrier Marie-Antoinette (car, ici, l'assassin n'est plus le roi, c'est la reine, et le verre de vin, pour plus de sûreté, est accompagné d'un gâteau).

Suivent les diverses phases de la paralysie qui immobilisa Gamain pendant cinq mois...

Ces pages absurdes ont trouvé les lecteurs crédules : quelques-uns ont cherché, dans les cartons des archives, le dossier où le bibliophile avait puisé ses renseignements : et comme ils ne découvrirent rien, ils en conclurent que *« les papiers concernant l'affaire avaient été détruits à l'époque de la Restauration »*, supposition toujours consolante pour les fureteurs déçus.

La vérité est que Germain n'a été ni empoisonné ni paralysé : *en admettant même la date du 22 mai 1792 (et non du 22 mai 1791), qu'il assigne à son entrevue avec Louis XVI, il ne subsiste rien de ses assertions : le 4 juin suivant - douze jours plus tard - il assistait, en effet, à la séance du conseil général de la Commune, dont il était membre, et son nom se retrouve sur le registre des délibérations ; on l'y revoit les 8, 17 et 20 juillet, ainsi que le 22 août... et cette assiduité dément son lamentable récit auquel personne ne fait référence.*

Mais les légendes ont la vie dure, et celle de Gamain est si dramatique...

Paul Lacroix, notant les souvenirs de témoins bien renseignés, écrivait :

« Les vieux habitants de Versailles se rappellent avec pitié cet homme qu'on voyait se promener seul, courbé sur sa canne, comme un vieillard, dans les allées désertes du parc, en regardant le château veuf de ses rois héréditaires. Gamain n'avait pas plus de cinquante-huit à l'époque de sa mort et il offrait tous les signes de la décrépitude.

Ses cheveux étaient tombés, et le peu qui lui en restait blanchissait sur son front sillonné de rides profondes ; ses joues blêmes s'enfonçaient dans le vide que l'absence de ses dents avait fait, et ses yeux, au regard terne et morne, ne s'allumaient d'un feu sombre qu'au nom de Louis XVI, qu'il prononçait toujours avec amertume, quelquefois avec des larmes.

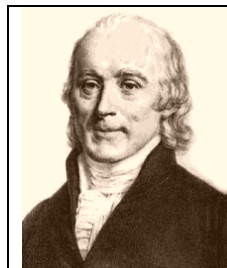
L'affaissement de sa taille, naguère droite et élevée, la perte totale de ses forces et la langueur qui le consumait sans cesse

accusaient, au dire des gens de l'art, un désordre irrémédiable de l'estomac et des voies intestinales.

Gamain vivait fort retiré, dans sa famille, en se contentant de la faible pension qu'il toucha jusqu'à sa mort malgré les variations successives de gouvernement. On ne supprima pas cette pension, sans doute de peur de réveiller le triste prétexte sous lequel on la lui avait accordée... »

Le tableau est navrant, mais les registres de l'état civil de Versailles constatent que Gamain mourut, non pas à cinquante-huit, mais à quarante-quatre ans, et qu'il n'assista à aucune variation de gouvernement, attendu que son décès est daté du 19 floréal an III (8 mai 1795), un an seulement après que sa pension lui avait été accordée ; il voyait venir la réaction ; son cauchemar renaissait ; on peut affirmer qu'il mourut de peur.

2 - Jean-Marie Roland de la Platière



Dès le 16 août, Roland de la Platière, ministre de l'Intérieur, décida que le Conseil se tiendrait au château. On mit en état l'une des pièces de l'appartement de Mme de Tourzel, au rez-de-chaussée, sur la cour, et chaque matin les ministres Danton, Clavière, Monge et Lebrun retrouvaient là leur collègue et déjeunaient avec lui.

Ils buvaient le vin des rares caveaux qui avaient échappé au pillage, s'y estimant autorisé par l'antique usage qui permettait « aux tabellions et garde-notes parisiens de s'approprier, lors des inventaires, les bougies trouvées dans les maisons où ils exerçaient et de boire le vin des caves, tant que durait leur opération ».

Jean-Marie Roland, ministre de l'Intérieur

L'opération consistait ici à constater qu'aucun meuble n'était intact et que le peuple avait détruit tout ce qui pouvait se détruire. Pourtant, dans le public, les bruits les plus étranges circulaient : l'imagination populaire se représentait les Tuileries, ce vieux repaire de la royauté, comme un lieu terrible, percé d'oubliettes et d'espace grouillants de prisonniers, creusé de souterrains par lesquels on pouvait gagner Vincennes ou Versailles.

On entendait, disait-on, de longues plaintes sous les parquets ; un petit chien aboyait furieusement le long de certains lambris ; on sonda les murs ; on perça le plancher, et l'on ne trouva personne qu'un valet de chambre du roi qui s'était caché, le 10, dans la cheminée du salon de la reine et en avait rabattu sur lui la trappe qu'il ne sut pas relever.

Le pauvre homme s'efforça de grimper dans la cheminée et de s'échapper par les toits ; mais il retomba épuisé ; une ronde le découvrit, mourant de faim : il s'offrit à guider ses sauveurs dans le château dont il connaissait, assurait-il, tous les secrets, et il obtint de Roland le poste de gardien de bureau de la commission de surveillance.

Ses révélations furent de maigre importance : il montra que les quatre grosses colonnes qui formaient alcôve au lit de la reine étaient creuses et pouvaient contenir chacune une personne ; grâce à lui, on put s'assurer que tous les corsets de Marie-Antoinette étaient rembourrés, de façon à dissimuler une difformité de Sa Majesté, qui avait une épaule plus saillante que l'autre, et l'on mit la main sur un écrin, caché sous le coussin d'un fauteuil qu'un mécanisme « pliait et faisait rentrer dans la boisserie de l'embrasure d'une fenêtre ».

Une chose préoccupait Roland : l'Assemblée avait nommé une commission chargée de réunir et de classer les papiers de la famille royale ; et, chaque jour, avant le déjeuner, il montait au premier étage et profitait de ce qu'un employé occupait seul, à cette heure, le local de la commission, pour poser invariablement cette question :

- A-t-on trouvé de mes lettres au roi ?

Ce à quoi l'employé, invariablement, répondait :

- Aucune.

- Je suis cependant certain qu'il y en a ici, ajoutait le ministre.

Il grommelait, furetait, feuilletait, cherchait à lire les mentions crayonnées sur les liasses, ouvrait les chemises ; il fouilla lui-même la chambre du dauphin.

Dans un tiroir de la commode étaient des coquillages, fort communs, rangés par l'enfant avec symétrie, et ce brouillon de lettre :

*Mon cher papa,
Je suis très aise d'être
en état de vous écrire pour
vous souhaiter une bonne
année et vous dire que
je vous aime de tout mon
cœur.*

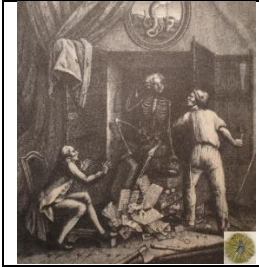
Ce n'était point-là ce que cherchait Roland : les semaines passaient et son agitation ne se calmait pas. Dans les couloirs du château, on rencontrait sans cesse sa longue figure triste, ombrageuse, sournoise ; on se heurtait partout à cette âme en peine en bas de laine grise, en huppelande marron, embusquée derrière les portes et s'efforçant de rendre silencieux le pas lourd de ses gros souliers.

Marat, qui avait des moments très gais, informé des angoisses de Roland, lui joua un tour excellent : il révéla au comité des recherches, comme un fait qu'il savait certain, « que la veille du 10 août, l'Autrichienne avait jeté, dans une fosse d'aisance, des lettres et des papiers compromettants ».

Dès le lendemain, Roland et ses collègues entreprenaient la visite de toutes les fosses d'aisance du château : deux vidangeurs, le nez couvert d'un bandeau et les sourcils enduits de graisse (telle était la prophylaxie du temps) barbotaient au fond, cherchant à tâtons les papiers : dès qu'ils en trouvaient un, ils l'élevaient à bout de bras et le présentaient à Roland qui, armé d'une pincette, saisissait le précieux fragment et le plongeait dans un baquet rempli de vinaigre.

Quand la fosse était vide, deux hommes portaient le baquet dans la salle de la commission. Le ministre et ses acolytes suivaient, gravement, le mouchoir sur la bouche, de crainte qu'on ne détournât quelque pièce importante, et le terrible dépouillement commençait.

Au bout de six jours, Marat, qui n'avait jamais ri de si bon cœur, déclara solennellement qu'il avait voulu "s'amuser aux dépens de ses collègues".



estampe satirique sur la découverte de l'armoire de Louis XVI aux tuileries : à gauche, le ministre Roland ; à droite, le serrurier Gamain ; dans l'immense armoire, le squelette de Mirabeau dont la dépouille fut retirée du Panthéon.

Pourtant le procès du roi se préparait, lentement car « les matériaux d'accusation faisaient défaut » lorsque, un matin (c'était le 20 novembre 1792) les employés de la commission d'examen, en arrivant à leur bureau, aperçurent Roland qui, d'un pas agile, montait le grand escalier des Tuileries. Il était suivi d'un homme de grande taille, mince, minable, au teint jaune, aux yeux creux que personne n'avait encore vu au château.

Tous deux traversèrent les antichambres des gardes, la salle du conseil et passèrent dans la chambre du roi où Roland s'enferma avec son compagnon.

Un peu plus tard, l' « homme jaune » sortit seul de la chambre du roi et, comme si le dédale des couloirs et des escaliers lui eût été très familier, il alla chez l'inspecteur des bâtiments, Heurtier, auquel il demanda, de la part du ministre, « un balai et un rouleau de ficelle ».

A onze heures et demie, on le vit reparaître : Roland avait besoin de deux serviettes ; l'employé qui les apporta aperçut le ministre, à genoux sur le parquet, occupé à ficeler « d'un air de joie concentré », deux fortes liasses de papiers.

On le vit sortir, un instant plus tard, toujours escorté de l'inconnu qui portait, à chaque bras, un ballot noué dans une serviette en guise de serpillère.

La sentinelle de la grille ayant refusé le passage, Roland manda le surveillant Dangleterre, se fit reconnaître et poursuivit son chemin.

A deux heures et quart, seulement, il arrivait au manège où siégeait la Convention : l'Assemblée, présidée, ce jour-là, par Lepeletier, « somnolait » sur le cas d'un nommé Gerdret, accusé d'avoir fourni aux troupes des chaussures « à semelles de carton » - déjà !

L'entrée de Roland fit sensation : il s'avança devant la tribune, annonçant :

« Je viens rapporter à la Convention nationale plusieurs cartons remplis de papiers qui, par leur nature et par le lieu où ils ont été trouvés, m'ont paru une très grande importance. Je crois donc qu'ils sont propres à jeter un très grand jour sur les événements du 10 août, sur la Révolution entière, et sur les personnages qui y ont joué le plus grand rôle. Plusieurs membres de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative paraissent y être compromis ; ils renferment des correspondances de M. Laporte et de plusieurs autres personnes attachées au Roi ; il y a même des lettres originales du ci-devant Roi, et une immensité de projets sur sa Garde, sur sa maison, sur les armées, et des combinaisons de toute espèce, relatives à la Révolution.

Si ces pièces se fussent trouvées dans les appartements des Tuileries, je les aurais remises à vos commissaires ; mais elles m'ont paru devoir être détachées des autres par leur importance. Elles étaient dans un lieu si particulier, si secret, que si la seule personne de Paris qui en avait connaissance ne l'eût indiqué, il eût été impossible de les découvrir. Elles étaient derrière un panneau de lambris, dans un trou pratiqué dans le mur et fermé par une porte de fer ; c'est l'ouvrier qui l'avait fait qui m'en a fait la déclaration. J'ai fait ouvrir ce matin cette armoire, et j'ai parcouru rapidement ces papiers. Je crois qu'il est important que l'Assemblée nomme une Commission exprès pour en prendre connaissance. »

Et, comme une rumeur de curiosité passait sur les gradins, Roland, fier de son effet, renchérit maladroitement :
« Plusieurs de nos collègues ayant siégé aux Assemblées constituante et législative en seront probablement compromis... »

Il y eut des ah! ah! ironiques ; puis un murmure de désapprobation suivit : on s'étonnait de cette accusation si hâtivement portée contre une partie de la Convention. Le même soupçon venait à tous : Roland avait donc pris le temps de trier les papiers ? N'en avait-il soustrait aucun ?

Jean-François Goupilleau insinua qu'il aurait dû, tout d'abord, signaler sa découverte à la commission d'examen, siégeant aux Tuileries mêmes.

Roland, gêné, ne répondit rien : la gauche ricana et, tout de suite, comme les huissiers parurent, portant les papiers qu'ils déposèrent sur le bureau du président, on proposa la nomination d'une commission spéciale chargée de les analyser.

Exclurait-on ceux des représentants ayant fait partie des assemblées précédentes ?

Les haines étaient si exaspérées que toute discussion tournait à l'orage, et celui-ci dura longtemps.

Camille Desmoulins, pourtant, le calma d'un mot :

« Nous ne parvenons pas, dit-il, à nommer douze membres pour examiner ces papiers quand nous n'avons pas trouvé étrange qu'un homme les examinât seul avant nous ! »

Roland, de nouveau, se tut. La journée, pour lui, tournait mal. Tandis qu'il était à l'Assemblée, les commissaires, aux Tuileries, constataient avec stupeur qu'il avait, sans façon, de sa propre autorité, brisé les scellés apposés dans la chambre du roi.

Cette pièce s'éclairait par une seule fenêtre donnant sur le jardin ; le lit était placé dans une alcôve formée, d'un côté, par un cabinet de garde-robe, de l'autre par un petit couloir boisé communiquant avec la chambre du dauphin.

C'est dans ce couloir, long de six pieds et large de trois, qu'était la cachette aux papiers : un panneau de la boiserie enlevé découvrait une porte de fer d'environ un pied et demi carré fermant un trou sans forme, grossièrement creusé dans l'épaisseur du mur.

« L'homme jaune » était le serrurier qui l'avait ajustée : jamais, sans lui, la cachette n'eût été découverte, et bien probablement, le procès du roi, manquant de base, n'aurait jamais été entrepris.

Or, deux mois plus tard, le 22 janvier 1793, dans la lettre de démission qu'il adresse à la Convention, Roland contredit ce qu'il a affirmé dans sa déclaration de novembre, puisque, pour se justifier d'avoir fait ouvrir l'armoire sans en avoir averti au préalable la Convention, il écrit :

« Je n'ai été instruit de la cachette qu'au moment où je m'y suis transporté je n'ai eu que le temps de la faire ouvrir devant moi, d'y prendre les papiers, de les mettre dans deux serviettes, et de les porter sur-le-champ à la Convention. Deux témoins ont attesté ces faits par procès-verbal : l'Inspecteur général des Bâtiments nationaux, Heurtier, et le serrurier Gamain qui avait fait la cachette, qui seul la connaissait, et l'avait révélée ... Ma célérité prouve que je n'ai voulu ni pu rien soustraire. »*

Il est à noter que Roland ne porte plus « plusieurs cartons » mais « deux serviettes ».

Par ailleurs, on se demande bien, comment Roland a pu faire pour « parcourir rapidement ces papiers », et même aller jusqu'à détailler le contenu de certains (il y en a plus de 700!), tout en de les mettant, aussitôt sortis de l'armoire, « dans une serviette » afin de les porter « sur-le-champ à la Convention »...

Une armoire de fer, renfermant des documents secrets, voire compromettants pour celui qui les y a déposés, on peut supposer que ça ne s'ouvre tout de même pas avec la première clef venue. Non ?

Eh bien pas du tout !

Le 22 décembre 1792, on apporte à la Convention des clefs trouvées dans l'appartement de l'intendant Thierry de Ville-d'Avray, premier valet de chambre de Louis XVI. La Convention

s'empresse de faire vérifier par la Commission des Vingt et Un que les clefs en question ne sont pas celles de l'Armoire de fer. On se rend donc aux Tuileries.

Et de fait, l'une des clefs semble bel et bien être celle de la fameuse armoire... mais aussi de quelques autres !

« Le 25 décembre 1792, l'an 1 de la République, les commissaires dénommés au procès-verbal d'hier ... ont trouvé à l'heure indiquée le citoyen Larrivée ... et le citoyen Gamain, serrurier de Versailles, qui nous a dit avoir posé la porte de fer à l'Armoire où, sur son indication, le ministre de l'Intérieur avait trouvé les papiers déposés à l'Assemblée nationale. Le citoyen Larrivée nous a présenté une serrure, et la même dont il nous avait parlé hier, ainsi qu'il l'a affirmé, laquelle le serrurier a reconnu être celle de l'Armoire de Fer. Nous l'avons aussitôt adaptée à la porte de fer, et nous avons reconnu qu'elle est la même qui a dû fermer cette armoire, attendu que les liens de fer fracturés lors de l'ouverture de la porte ne laissent aucun doute que c'est en effet sa serrure ; nous y avons ensuite présenté les clefs, et celle n° 4 dont l'empreinte sera ainsi désignée au procès-verbal, sur cire ardente, a parfaitement ouvert la dite armoire ; la même clef ouvre aussi un placard dans le petit Cabinet du ci-devant Roi, et deux armoires dans son grand Cabinet. »

Autrement dit, la clef n°4 en question, qui est supposée être celle de l'armoire à Secrets, n'est en réalité qu'une petite clef fort banale, passe-partout. Et on se demande bien pourquoi Gamain a eu besoin de fracturer une serrure qui s'ouvre aussi aisément pour permettre à Roland de saisir les papiers compromettants !...

Mais qu'a-t-on trouvé au juste dans l'Armoire de Fer ?

Quels sont donc ces papiers si compromettant pour le Roi ? La Commission des Douze, créée à cet effet le 20 novembre 1792, en a dressé le catalogue. Celui-ci a été imprimé par ordre de la Convention en même temps que 297 pièces qui ont été reproduites *in extenso* sur un total de 726 pièces « trouvées ? » dans l'Armoire. En voici une nomenclature sommaire, dans l'ordre de l'inventaire :

N° 1 à 92 : Papiers relatifs au Clergé. Correspondance du Roi avec le Pape et avec l'archevêque d'Aix relativement à la Constitution Civile du Clergé. Plaintes adressées au Roi par des évêques et des communautés religieuses au sujet des sévices et vexations dont ils sont l'objet de la part des administrations municipales et départementales.

N° 93 à 192 : Pièces relatives à la Maison du Roi. Organisation de la Maison militaire du Roi. Plans et projets pour l'administration de la Liste civile. Economies proposées. Paiement des anciennes dettes du comte d'Artois. Etat de la dépense des Enfants de France. Projet de réforme de la livrée. Liquidation des charges et offices de la Maison du Roi. Cautionnement accordé par le Roi aux Libraires Associés. Réclamation de plusieurs municipalités au sujet des dépenses que leur a occasionné le passage du Roi, à son retour de Varennes.

Liquidation des pensions de la Maison militaire du Roi. Dépenses de la Bouche (c'est-à-dire de la cuisine). Projet pour l'organisation de la Maison civile du Roi. Comptes des fonds particuliers du Roi. Etat général de la dépense des Maisons du Roi et de la Reine, de la Chapelle du Roi, des Ecuries, de la Musique, etc. Etat des bâtiments de Saint-Cloud. Etat de la dépense pour le service de Mesdames.

N° 193 à 231 bis: Lettres de Laporte, Intendant de la Liste civile, au Roi.

N° 232 à 612 : Lettres, projets divers, conseils en tous genres reçus par le Roi. Projets de lettres ou de discours, minutes de lettres de la main du Roi.

On remarquera en particulier dans cette dernière série, des Mémoires conseillant au Roi d'accepter ou de refuser la Constitution qui doit lui être présentée en septembre 1791, avec des projets pour le discours qu'il devra faire devant l'Assemblée à cette occasion (n° 405 à 435) ; des lettres de Talon et Sainte-Foix (n° 264 à 275) , de La Fayette (n° 340 ter à 359), et des lettres de ministres de la période

révolutionnaire (n° 437 à 612), parmi lesquelles une quarantaine de lettres de l'Intendant des bâtiments d'Angivilliers (n° 460 à 511).

N° 613 à 625 : Un récit des principaux événements de la Révolution depuis la déclaration du Roi du 23 juin 1789 ; il s'agit d'une seule pièce en plusieurs cahiers.

Voilà donc les papiers que le Roi aurait voulu soustraire aux recherches de ses ennemis, tout en les conservant précieusement ! Et pour y arriver, Louis XVI aurait pris des précautions puérides, ridicules par leur excès même ; il les aurait placés dans un corridor obscur, fermé aux deux bouts, derrière un panneau de boiserie, dans un trou creusé dans le mur et fermé par une porte en fer munie d'une « serrure de sûreté » !

Le plus curieux, c'est que les pièces à conviction qu'on doit croire réellement compromettantes pour le Roi, comme le fameux billet de ses frères « *Nous sommes ici deux qui n'en font qu'un ...* », ou les lettres du prince de Poix relatives au paiement des gardes du corps émigré, n'ont pas été trouvées dans l'Armoire de Fer, mais dès le 15 août, et tout simplement dans le grand secrétaire de la chambre du Roi.

Enfin, et c'est le plus extraordinaire, l'Armoire de Fer contient des pièces à décharge qui innocentent le Roi sur plusieurs accusations.

Bref, il n'est pas nécessaire d'être fin limier ou d'avoir des petites cellules grises d'une qualité hors du commun pour comprendre tout de suite qu'il y a dans toute cette affaire d'armoire bien des choses passablement étranges ou, pour mieux dire, proprement incohérentes.

Mort des Roland

Manon Roland (l'Egérie des Girondins) qui poussa son mari, Jean-Marie Roland de La Platière, au premier plan de la vie politique de 1791 à 1793 est guillotinée le 8 novembre 1793. C'est elle qui a rédigé notamment la lettre dans laquelle Roland demande au Roi de revenir sur son veto, lettre qui provoqua son renvoi le 13 juin 1792.

Cependant, les Montagnards multiplient les attaques contre les Girondins, en particulier contre le Ministre Roland surnommé dans le Père Duchesne « Coco Roland », Manon Roland devenant « Madame Coco » ou « la reine Coco ».

Lassé des attaques, le ministre de l'Intérieur démissionne le 23 janvier 1793 (le Roi est mort 2 jours plus tôt). Son épouse et lui s'éloignent du pouvoir, sans renoncer à jouer dans l'ombre. Retiré dans sa petite maison de la rue de la Harpe, l'ancien ministre voudrait quitter Paris, mais l'Assemblée lui en refuse l'autorisation, et Manon ne veut pas s'éloigner de son ami François Buzot.

Les violentes attaques contre les Montagnards et la Commune de Paris font décréter Roland d'arrestation avec les Girondins, le 2 juin 1793. Il refuse de les suivre, alléguant que leurs ordres sont illégaux. Mis hors la loi, Roland parvint à s'échapper et se réfugie à Rouen. C'est là que le 10 novembre 1793, selon toute apparence, il apprend tardivement dans un journal la comparution prochaine de sa femme devant le Tribunal révolutionnaire (en réalité, elle a déjà été jugée et guillotinée deux jours plus tôt). L'annonce de la mort imminente de Manon pousse Roland à brûler ses papiers avant de quitter son refuge, marchant en direction de Paris.

Au soir, du 10 novembre 1793, dans la commune de Radepond, il s'engage dans une allée et se tue en s'empalant avec sa canne-épée contre un arbre. On trouve sur lui ce billet : « *Qui que tu sois qui me trouves gisant ici, respecte mes restes ; ce sont ceux d'un homme qui est mort comme il a vécu, vertueux et honnête* ».

L'action de Roland dans son ministère s'exerça au profit du parti girondin, vers lequel l'avaient fait incliner les préférences de Mme Roland : on lui reprocha de s'occuper à placer partout des serviteurs dévoués de sa politique, à subventionner des journaux destinés à combattre et à noircir ses adversaires ; dans son administration, il apporta une raideur et une partialité qui lui firent de violents ennemis (conflit avec le Bureau de consultation des arts et métiers, etc.).

3 – mythe ou réalité

Imaginons que Louis XVI n'ait pas été le client de Gamain, qui d'autre avait intérêt à ce qu'existe la fameuse Armoire de Fer, afin que le Roi fût définitivement perdu aux yeux de l'opinion publique, sinon celui qui l'a découverte?

Roland haïssait Louis XVI qui, le 13 juin 1792, l'avait renvoyé *pour incompétence*.

De cette haine, on en a la preuve. Lorsque le Roi sera prisonnier, Roland ira jusqu'à refuser aux Commissaires du Temple « *le linge et les hardes à l'usage du ci-devant Roi et de sa famille* » que ceux-ci lui réclament en novembre 1792.

Une nouvelle demande en ce sens sera pareillement repoussée en janvier 1793.

Et lorsque, le 20 janvier, le Conseil exécutif arrêtera que le Roi sera conduit à l'échafaud, le lendemain, dans la voiture du maire Chambon, et non dans la charrette du bourreau, comme il en avait été question, seul de tous les ministres, Roland refusera de signer cette décision pour mieux manifester son désaccord.

Roland, réintégré dans son poste de ministre de l'Intérieur, le 10 août, est aussi celui qui de tous connaît le mieux les Tuileries...

Puisqu'il y a tout bonnement installé son bureau, afin de veiller à la conservation de tout ce que contient le château, comme le lui a demandé l'Assemblée.

Et Roland sait, par ailleurs, à qui s'adresser *en toute confiance*, pour lui désigner celui qui construira la fameuse armoire : Heurtier, Inspecteur général des Bâtiments Nationaux, qui doit sa place au ministre et qui, pour sa part, a nommé Gamain gardien de l'atelier et du laboratoire du Roi à Versailles (un poste des plus lucratifs pour celui-ci, puisqu'il n'hésitera pas à s'enrichir en vendant l'essentiel des superbes pièces qui avaient été placées sous sa garde).

Une rapacité qui se manifeste précisément dans le fait qu'en lieu et place de la serrure de sûreté (très cher), sur l'Armoire en fer, il fixera une simple serrure - et qui plus est *à l'extérieur*.

C'est l'historien, journaliste révolutionnaire l'Abbé Soulavie, qui aurait créé de toutes pièces la légende de Gamain enseignant la serrurerie au Roi. Gamain n'avait que trois ans de plus que Louis XVI et n'a jamais exercé lui-même le métier. Il avait le droit de diriger une entreprise de serrurerie parce que son père était maître serrurier. Il existe une preuve convaincante de son ignorance de ce métier : en construisant l'Armoire de Fer, il a mis la serrure, non pas à l'intérieur de l'Armoire comme cela se fait toujours, mais à l'extérieur. C'est ainsi qu'il a pu l'ouvrir en brisant les liens de cette serrure, comme le constate le procès-verbal des commissaires envoyés pour faire l'essai des clefs.

Quant à la provenance de ladite serrure, il n'est guère sorcier de la déduire, à la lumière de ce qui s'est passé par la suite.

A l'époque où l'Armoire de Fer (ou plutôt le coffre) fut installée (probablement aux alentours du 18 septembre), la plupart des armoires, secrétaires, placards du Cabinet du Roi avaient été forcés. Les serrures ne manquaient pas...

Ce que Gamain ignorait, c'est que les clefs avaient été remises (le 12 août 1792) par Louis XVI à Thierry de Ville d'Avray, son premier valet de chambre

«*Je me souviens d'avoir remis des clefs aux Feuillants à Thierry, parce que tout était sorti de chez moi, et que je n'en avais plus besoin.*», dira le Roi lors de son procès.

Ces clefs qui seront apportées à la Convention le 21 ou 22 décembre et remise à la Commission des Vingt et Un afin qu'elle aille vérifier si l'une ou l'autre ouvrait la serrure de l'Armoire de Fer.

Ce qui se vérifia, comme de bien entendu!...

Mais alors, pourrait-on demander, pourquoi donc Louis XVI ne s'est pas étonné de la soudaine apparition de cette armoire ? Pourquoi n'a-t-il pas protesté?

La réponse est fort simple : personne n'y fit allusion devant lui, excepté le 11 décembre 1792. Ce jour-là, après son interrogatoire à la Convention, Louis XVI a demandé que les pièces du procès lui soient communiquées :

Le Girondin Valazé, rapporteur de la Commission des Vingt et Un et auteur du réquisitoire du 6 novembre, a été chargé de faire passer une partie des pièces à conviction sous les yeux du Roi.

Et voici comment, pour la première et l'unique fois de tout le procès, Louis XVI entend parler de l'Armoire de Fer :

« Valazé : *Plusieurs pièces sans signature, trouvées au château des Tuileries dans la baie qui était close dans les murs du palais, relatives aux dépenses à faire pour gagner cette popularité.*

« Le président : *Avant l'interrogatoire à ce sujet, je demande à faire une question préliminaire : Avez-vous fait construire une Armoire avec une porte de fer au château des Tuileries, et y avez-vous fait renfermer des papiers ?*

« Louis : *Je n'en ai aucune connaissance.*

« Valazé : *Voici un journal de la main de Louis Capet, portant les pensions qu'il a accordées sur sa cassette depuis 1776 jusqu'en 1792, parmi lesquelles on remarque des gratifications accordées à Acloque* pour son faubourg.*

« Louis : *Je reconnais celui-là, mais ce sont des charités que j'ai faites.*

« Valazé : *Divers états de sommes payées aux compagnies écossaise, de Noailles, Gramont et Montmorency-Luxembourg, au 1er juillet 1791.*

« Louis : *Ceci est antérieur au temps où j'ai défendu de les payer.*

« Le président : *Louis, où aviez-vous déposé ces pièces reconnues par vous?*

« Louis : *Chez mon Trésorier.*

*A propos de ces sommes versées au commandant d'un bataillon de la Garde Nationale, Acloque, soit disant pour essayer de soulever les faubourgs en sa faveur - Mme Acloque a écrit à la Commission des Vingt et un, pour déclarer :

« *Pas du tout, c'est mon mari, jacobin bon teint, qui était chargé de la distribution ; l'argent est passé par les deux paroisses et on l'a entièrement dépensé en couverture, en effets divers, en approvisionnement, et je vous envoie l'inventaire complet.*

On n'a même pas su que l'argent venait du Roi, et Acloque a été félicité par son district d'avoir pensé à secourir les pauvres ! »

Voilà le commentaire de Valazé au sujet de cette lettre et de quelques autres :

« *Depuis l'établissement de votre commission des vingt-et-un, elle a été journellement accablée de pareils envois. La Commission a souvent présenté de pareils paquets à la Convention nationale qui, en passant à l'ordre du jour, n'a pas fixé à sa Commission l'ordre qu'elle devait tenir, la plupart de ces pièces sont donc encore à la commission.* »

Et Paul et Pierrette Girault de Coursac de conclure:

« *On les retrouve aujourd'hui dans les cartons d'archives. Et elles n'ont pas servi au procès du Roi, le Roi n'a jamais su que ça existait! Ses avocats n'en ont jamais été informés.* »

Cela se passe de commentaires.

On remarquera la façon cryptique dont le Girondin Valazé fait allusion à l'Armoire de Fer: « *la baie qui était close dans les murs du palais* ».

Sans l'intervention du président Barère, qui est Montagnard et qui n'est pas, comme son collègue, dans le secret de Roland, sans sa question d'une précision intempestive, Louis XVI

n'aurait en effet rien compris, et n'aurait pas pu répondre clairement comme il l'a fait.

Mais Valazé présente au Roi, devant la Convention tout entière, comme exemple de pièces trouvées dans l'Armoire de Fer, des pièces d'une importance capitale pour l'accusation : un carnet de la main du Roi et sur lequel figurent les sommes qu'il faisait distribuer aux ouvriers des faubourgs ; les états, signés de lui, des appointements de ses gardes du corps dont le plus grand nombre avait émigré et formait une partie importante de l'armée des princes !

Pour tout lecteur du compte rendu de cet interrogatoire, les réponses en question ne sont que des dénégations sans fondement ; et elles ne peuvent que le convaincre davantage de l'importance de la découverte de l'Armoire de Fer et des pièces qu'on y a trouvées.

Et pourtant Louis XVI n'a pas menti, car il faut bien admettre qu'il n'a pas fait construire l'Armoire de Fer.

Mais d'autre part, non seulement aucune de ces pièces ne figure dans l'inventaire des papiers de l'Armoire de Fer dressé par la Commission des Douze et imprimé par ordre de la Convention, mais encore on peut lire la description de ces pièces et connaître leur provenance dans l'« *Inventaire des pièces recueillies par la Commission des Vingt et Un* ». (...) Elles sont marquées soit « *Commission des Tuileries* » (c'est-à-dire qu'elles viennent toutes des secrétaires, armoires et placards du Cabinet du Roi); soit « *Du Comité de Sûreté Générale* » (et celles-ci sont de provenance très diverses).

Aucune des pièces présentées ce jour-là au Roi n'est notée « *Commission des Douze* » ou « *Cotées par Roland n° x* », comme le sont toutes les pièces soi-disant trouvées dans la (désormais) légendaire Armoire de Fer !

Quant à l'état des appointements des gardes du corps, il a été imprimé « *sur ordre de l'Assemblée Législative à la date du 21 août 1792* », dans le deuxième recueil des pièces trouvées dans les locaux de la Liste Civile, autrement dit chez le Trésorier, comme l'a déclaré Louis XVI.

La démarche était au fond très... moderne, sans conteste ; le scénario était habilement construit, psychologiquement redoutable.

Le Roi répond fermement à chaque question, mais si l'on se place selon le point de vue « officiel », qui veut que ce soit lui qui a fait construire l'Armoire, alors ses dénégations paraissent aussitôt bien faibles et bien maladroites, comme lorsqu'on nie l'évidence.

On introduit dans le discours une allusion à la fameuse Armoire, dont le Roi nie connaître l'existence ; puis on présente des pièces à l'accusé que le Roi reconnaît bien évidemment, mais en laissant entendre qu'elles ont été trouvées dans ladite Armoire, et le Roi finit par admettre qu'il en reconnaît certaines, oui... c'est évident, mais par forcément qu'elles provenaient de ladite armoire.

Les bredouillements que les journalistes prêtent volontiers, à l'époque, au Roi achèvent de convaincre.

Et tellement bien, d'ailleurs, que l'histoire est restée, telle qu'elle avait été inventée par le ministre Roland et par ses amis. Elle est même devenue l'Histoire, telle qu'on la raconte encore, aujourd'hui.

Et ce n'est qu'un exemple, parmi tant d'autres !

Les éléments appelant à la prudence dans le jugement :

En vrac, rappelons que la révélation de l'existence de cette armoire et son accès ne peuvent se faire que par trahison, même si l'existence d'une cachette constitue en elle-même un fait incontournable.

- Cette immense armoire est une utopie ne serait-ce que par sa taille (0.40 cm de diamètre sur 0.60 de profondeur), l'Armoire de Fer, si elle a existé, n'était pas un coffre-fort mais aurait été une de ces petites armoires murales encastrées.

Notes et références

Jean-Dominique Bourzat, Les après-midi de Louis XVI, Levallois-Perret, La Compagnie littéraire-Brédys, 2008, 225 p. (ISBN 978-2-8768-3193-3, OCLC 231587734)

- Ce qui pose problème tout de suite, en revanche, c'est sa serrure... Puisqu'Armoire de fer il y a bel et bien, la logique voudrait en effet qu'elle ait été munie au minimum d'une serrure de sûreté. Et puis, à l'usage, comment le Roi aurait-il pu faire pour ne pas s'aviser que la clef qu'il employait pour ouvrir sa fameuse armoire ouvrait aussi d'autres placards ?

- Et puisque tel n'est pas le cas de toute évidence, c'est qu'il y a eu tromperie sur la marchandise. Autrement dit, Gamain, le serrurier a trompé son client, mais personne ne s'en étonne.

- Une serrure supposée de sûreté et que celui qui l'a posée est contraint de fracturer pour permettre au Ministre d'avoir accès aux documents contenus dans l'Armoire, mais qui, devant témoins, s'ouvre comme par enchantement avec une simple clef qui ouvre d'autres portes...

- Les documents ramassés (???) par Roland ayant été sortis des Tuileries dans deux serviettes mais arrivés à la Convention dans de nombreux cartons.

- Un ministre qui déclare avoir parcouru des documents, avoir jugé ainsi de leur importance capitale... puis qui s'en défend (il est vrai que ça relève de l'exploit de parcourir d'un coup d'oeil, en un rien de temps, 726 pièces dont certaines contiennent 10, 20 et jusqu'à 100 pages !!!)

- Des documents supposés secrets et compromettants, dont certains s'avèrent être une excellente défense pour celui qui les aurait ainsi soustraits à l'attention de ses accusateurs.

- Est-on absolument certains, en l'absence de témoins assermentés, de la qualité des papiers qui y auraient été découverts ? Il a toujours été dit que Roland avait dissimulé et détruit un certain nombre de lettres mettant en cause ses amis Girondins, sans doute pour leur esprit belliqueux à l'endroit de l'Autriche. Pourquoi n'en aurait-il pas ajouté ?

- un roi qui ne reconnaît pas la construction de cette armoire de fer.

- Ce qui est très curieux dans la déclaration de Gamain à Roland, c'est la mention qu'il fait de la création de cette cache « avant la fuite du roi » Ce qui démontre bien que, s'évadant de Paris, le Roi comptait bien revenir, sinon, pourquoi cacher des papiers compromettants, même dans une armoire invisible ?

- et beaucoup d'autres incohérences dans ce procès à charge seulement.

- Ce qui est très curieux dans la déclaration de Gamain à Roland c'est la mention qu'il fait de la date de création de cette cache : « avant la fuite du roi ». Hors l'évasion manquée de Louis XVI et des siens date de juin 1791, l'armoire de fer a donc été « inaugurée » le 22 mai 1791, le Roi ayant voulu, comme tout chef d'Etat, mettre en sûreté des documents qu'il aurait retrouvés à son retour aux Tuileries dans une cache qui existait (et pourquoi pas !) déjà.

Conclusion :

Comme aurait pu le dire Louis Juvet : « *Bizarre, vous avez dit bizarre, comme c'est bizarre!* ».

Non, Il suffit de faire appel à un tout petit peu de logique...

Alors, quelle autre possibilité reste-t-il ?

Peut-être que Louis XVI n'ait pas du tout été le client du sieur Gamain dans cette affaire !!!...

Ce qu'au temps de la Royauté, nul ne se serait permis, n'oublions pas que la révolution est une affaire de voyous et que chez les voyous, pour discréditer l'adversaire, et quel qu'en soit l'époque, tout est permis.

Sources :

<http://lesroissouterrains.over-blog.com/2015/12/quand-un-serrurier-ingrat-trahit-son-roi-affectueux.html>

<https://maria-antonia.forumactif.com/t13924-20-novembre-1792-30-brumaire-l-armoire-de-fer>

<http://www.france-pittoresque.com/mots-histoire/15.htm>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Armoire_de_fer

<http://roilouis16.free.fr/armoire02.htm>

<http://www.parisenimages.fr/Export450/2000/1538-11.jpg>

Bernard Lerat, Le terrorisme révolutionnaire : 1789-1799, Paris, Editions France-Empire, 1989, 276 p. (ISBN 978-2-7048-0633-1, OCLC 21669627), p. 95.
Troisième recueil des pièces...

Albert Mathiez, *La révolution française*, t. 2 : La Gironde et la Montagne, Paris, Denoël, coll. « Bibliothèque Médiations » (no 249), 1985, 248 p. (ISBN 978-2-2823-0249-2, OCLC 490361212), chap. 4 (« Le procès du roi »)
Éric Le Nabour, *Louis XVI : le pouvoir et la fatalité*, JC Lattès, Paris, 1988.
Hypothèse soulevée par Bernard Vincent, *Louis XVI*, Gallimard Folio Biographies, 2006.
Jean-Christian Petitfils, *Louis XVI*, Perrin 2005.
op. cit.

Bibliographie

Olivier Blanc, *La corruption sous la Terreur : 1792-1794*, Paris, R. Laffont, coll. « Les hommes et l'histoire », 1992, 238 p. (ISBN 978-2-2210-6910-3, OCLC 27339409).
Paul Girault de Coursac et Pierrette Girault de Coursac, *Enquête sur le procès du roi Louis XVI*, Paris, Table ronde, 1982 (réimpr. F.X. de Guibert, 1992), 659 p. (ISBN 978-2-7103-0118-9, OCLC 10529780).

Liens externes

1793 - France, Révolution française et Convention nationale, Pièces imprimées d'après le décret de la Convention nationale du 5 décembre 1792, déposées à la commission extraordinaire des douze, établie pour le dépouillement des papiers trouvés dans l'armoire de fer au château des Tuileries, vol. 2, Paris, Imprimerie nationale, 1793 (notice BnF no FRBNF36352219, lire en ligne [archive])Voir et modifier les données sur Wikidata
Une version alternative [archive] des défenseurs de Louis XVI prétendant l'inexistence de l'armoire de fer sur la base des travaux des Girault de Coursac.